info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

Formation
Droit disciplinaire et la défense des salariés

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

PROGRAMME 2026



Les 4 étapes pour bien défendre un salarié

Étape 1 : Le Cadre réglementaire

Maitriser l'échelle des sanctions et les règles de vie collective contenu dans le règlement intérieur et en droit.

Étape 2 : La Procédure disciplinaire et la preuve

Les types de preuves
La procédure
Les règles de presription…

Étape 3 : Gestion de l'entretien préalable

La préparation de l'entretien préalable
Le rôle du conseiller du salarié
La finalité de l'entretien préalable

Étape 4 : Alertes et protections spécifiques

Identifier les conditions d'exercice face à un danger grave et imminent, droit d'alerte classique et le statut du lanceur d'alerte.

Notre méthode pédagogique

1. **Le droit en pratique** : Illustrer les règles juridiques au travers d'exemples, de cas pratiques, de vidéos… Mises en situation réelle conçues par des experts (avocats, juristes, financiers). Cette immersion dans des cas concrets vous prépare à agir avec sérénité dans vos missions d'élus.

2. **L'Échange** : La pédagogie par le jeu
Développez votre logique et structurez vos connaissances grâce à l'intelligence collective. Le jeu et les débats facilitent l'assimilation du droit et l'apprentissage.

3. **La Théorie** : Le socle de l'autonomie
Consolidez vos acquis via des supports formels. Cette base méthodologique forge votre esprit critique et vous donne les outils pour rechercher et utiliser l'information de manière plus autonome.

Notre différence : Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert en économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique, la mise en situation et le jeu. Nous nous basons sur le modèle pédagogique élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion .

Vérifiez les avis des élus formés sur google !

Cliquer ICI

Tarifs Forfaitaires

*McCall, Eichinger et Lombardo

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé 1/2

PROGRAMME 2026

Droit disciplinaire et défense des salariés

OBJECTIFS DE LA FORMATION :

Objectif juridique: le droit comme outil de défense des salariés

- Connaitre en profondeur les règles du droit disciplinaire pour permettre aux élus d'apporter une aide aux salariés et/ou de les défendre lorsqu'ils sont en litige avec leur employeur, en souffrance au travail ou confrontés à une procédure disciplinaire.

Objectif stratégique : mise en place dès les premiers incidents d'une stratégie de défense

- Comment défendre un salarié convoqué pour une sanction ou un licenciement
- Le rôle protecteur des représentants du personnel
- Comment aider un salarié à échafauder sa défense

Programme :

Les règles importantes de la procédure disciplinaire :

- Qu'est-ce qu'une sanction au sens du code du travail ? Reproches verbaux et/ou écrits (LRAR, mail…), lettres d'observation, rappel à l'ordre…
- Formalisme de la procédure : les délais, les mentions obligatoires…
- La prescription : prescription des faits, des sanctions, délai de contestation…
- Non bis in idem

Le règlement intérieur : socle de la procédure disciplinaire et des sanctions dans les entreprises de 50 salariés et plus.

- L'élaboration du RI : document unilatéral et formalisme de validation/opposabilité (contrôle de l'inspection du travail et affichage…),
- Les notes de service comme élément du RI
- Les dispositions licites et illicites : l'échelle des sanctions, règle de proportionnalité
- Le cas particulier de la rétrogradation modifiant le contrat de travail : cas des salariés et des RP
- La contestation des clauses du RI

La motivation des sanctions et licenciements

- Précision de la motivation pour les sanctions : dates, lieux, témoins, mots employés…
- Précision de la motivation pour les licenciements : la lettre de licenciement fixe les limites du litige

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité

Programme détaillé 2/2

PROGRAMME 2026

Droit disciplinaire et défense des salariés

La preuve : pas de preuve pas de droit

- Les preuves licites et illicites : attestations, mails, enregistrement, enquêtes privées…
- Rôle des RP dans la collecte des preuves pour défendre un salarié
- Rôle du CSE, de la CSSCT, des représentants de proximité : enquête/expertise/ inspection/registres/témoignages

Le point sur le rôle du conseiller du salarié lors de l'entretien préalable

- Le but de l'entretien préalable : débattre des faits contradictoirement
- Les preuves à apporter par l'employeur
- Le rôle du RP
- Le harcèlement moral et sexuel : en droit du travail, de la sécurité sociale et pénal

Qu'est-ce que le harcèlement moral et sexuel

- La protection du salarié qui dénonce le harcèlement moral et/ou sexuel
- La protection des témoins
- Rôle du référent harcèlement
- Rôle du CSE/CSSCT

Droits d'alerte et lanceur d'alerte

- Qu'est-ce qu'une alerte
- Les procédures d'alerte : légales et interne à l'entreprise (la compliance)
- La protection du lanceur d'alerte
- Rôle des RP

Droit de retrait

- Notion de droit de retrait
- Protection du salarié exerçant un droit de retrait

La liberté d'expression des salariés

- La liberté d'expression des salariés dans l'entreprise
- La liberté d'expression des salariés en dehors de l'entreprise

info - contact
Tél : 02 32 40 48 01
Email: contact@avocatsvma.fr

VOS DROITS À LA FORMATIONS

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION
Liberté Égalité Fraternité



Notre différence : *Nos formations sont élaborées et dispensées par une équipe pluridisciplinaire d'avocats, de juristes, et d'un expert économie et gestion. Les formations obligatoires (SSCT et économique) sont agréées par la DREETS. Vous repartez en fin de formation avec vos supports.*

Le retour de plus de 4000 élus formés nous a conduit à structurer l'apprentissage par la connaissance pratique et la mise en situation et le jeu, nous nous basons sur le modèle pédagogique, élaboré par des chercheurs* de renom, pour des formations plus efficaces, vivantes et dans la bonne humeur, propices à la cohésion de groupe.

Vérifiez les avis des élus formés sur google ! ⭐⭐⭐⭐⭐ Cliquer ICI

Sur demande nous pouvons vous fournir le plan détaillé de vos formations obligatoires (SSCT et ECO).

Qui choisit l'organisme de formation ?

C'est vous, membres titulaires du CSE, qui choisissez l'organisme de formation de votre choix pour la formation SSCT et pour les autres formations vous votez au CSE à la majorité pour l'organisme de votre choix (il peut y en avoir plusieurs suivant les préférences des élus), l'employeur n'a pas à intervenir dans ce vote. Les syndicats peuvent aussi faire le choix de nos formations.

Qui finance ?

Votre formation obligatoire SSCT est financée à 100 % par l'employeur pour les entreprises d'au moins 50 salariés. Les autres formations sont imputées sur le budget de fonctionnement du CSE, sauf meilleur accord avec votre employeur.

Quelle est la durée de votre formation obligatoire ?

Pour la SSCT, 5 jours minimums lors du premier mandat pour tous les membres du CSE (titulaires et suppléants) et lors du renouvellement des mandats, 3 jours minimum pour les membres ayant déjà suivi la formation et 5 jours pour les membres de la CSSCT. Pour la formation économique de 3 à 5 jours pour les titulaires .

*McCall, Eichinger et Lombardo

Tarifs réglementés & forfaitaires

Décompte du temps de formation :

2 cas pour la prise en charge des heures de formation :

1. Les heures consacrées à la formation SSCT et à la formation économique et de fonctionnement sont assimilées à du temps de travail effectif et sont rémunérées comme telles. Donc, pas de déduction des heures de délégation. Les frais liés à la formation sont pris en charge à 100% par l'employeur (transport; repas, nuitées) dans la limite réglementaire.
2. Les autres formations sont déduites du contingent d'heures de délégation, sauf accord plus favorable.

Nous dispensons 3 types de formations

La formation SSCT : Cliquez ici et téléchargez

Objectif: Etre en capacité d'assurer sereinement la mission et les prérogatives des élus (Droits & devoirs du CSE et de la CSSCT) en matière de santé et sécurité :

- Structure, organisation, fonctionnement et droit ...
- Développer une aptitude à déceler et à mesurer les risques professionnels, la capacité d'analyser les conditions de travail.
- Acquérir les méthodes et procédés à mettre en œuvre pour prévenir les risques professionnels, améliorer les conditions de travail

La demande est effectuée auprès de l'employeur par courrier (à télécharger ci-dessous), et au minimum 30 jours avant le début du stage de formation. L'employeur ne peut refuser une formation SSCT plus de 8 jours après la demande.

La formation économique (en partenariat avec des experts financiers) : Cliquez ici et téléchargez

Objectifs : Etre en capacité d'assurer sereinement la mission d'élu du CSE, et de négocier avec votre direction sur la base d'informations financières et sociales, émettre des avis motivés.

- Structure, organisation, fonctionnement et droit du CSE. Acquérir une connaissance pointue sur les attributions, le rôle et les droits des membres du CSE . Etre en capacité d'analyser la situation économique, financière et sociale de votre entreprise . Comprendre et analyser les documents financiers de votre employeur (CR,SIG,BILAN, autres)

"Préparer et négocier des avancements avec votre employeur basés sur les informations économiques et sociales de votre employeur"

La formation à la carte : Cliquez ici et téléchargez

Objectif: adapter les modules de la formation à vos besoins spécifiques. Ces formations sont particulièrement adaptées aux élus et syndicats qui souhaitent être formés sur des points spécifiques liés à leurs problématiques. D'autres programmes peuvent aussi être élaborés sur demande.

Modalités de formation : Cliquez ici et téléchargez

CABINET D'AVOCATS VMA

Des avocats & conseils experts à vos cotés !



VMA

CSE

CSSCT

IRP

SYNDICATS

CONSEILLER
DEFENDRE
FORMER

avocatsvma.fr

Cliquer ICI

Nous vous accueillons à Paris et en Normandie, nous intervenons partout en France,

02 32 40 48 01

conseil.cse@avocatsvma.fr

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

ENSEMBLE POUR RÉEQUILIBRER LES FORCES

3 pôles d'expertises pour une solution intégrée

Conseiller Défendre

Le Pack assistance CSE: nos avocats et juristes vous conseillent. Nos conseils et consultations sont délivrés par le moyen de communication le plus adéquat pour vous : téléphone, E-mails, visio, au sein de nos cabinets ou dans les locaux du CSE

Former

- **La formation Santé, Sécurité et Conditions de Travail, financée à 100% par l'employeur**
- **La formation économique, financée par le budget de fct du CSE**
- **Les formations à la carte sont élaborée selon vos besoins, par modules spécifiques, financée par le budget de fonctionnement du CSE**

PSE

Nous vous accompagnons lorsque votre entreprise se réorganise :

- **Soit dans le cadre d'une procédure de PSE engendrant des licenciements économiques collectifs**
- **Soit dans le cadre d'un projet important ou de la mise en place de nouvelles technologies (comme l'intelligence artificielle)**
- **Soit dans le cadre d'une rupture conventionnelle collective**

Une équipe d'avocats et de juristes soudés, à votre écoute.
Depuis plus de 40 ans, les avocats et juristes du cabinet VMA mettent leurs compétences et leur expérience au service des représentants du personnel pour rééquilibrer les forces.

MAÎTRE DAVID VERDIER , *plus de 25 ans d'expérience*

Je consacre mon expérience à rendre efficient la notion de dialogue social au sens large pour les salariés et représentants du personnel, je délivre des formations en droit social à destination des syndicats et des représentants du personnel et publie dans des revues spécialisées en droit du travail ou destinées aux CSE. Egalement chroniqueur juridique radio.

MAÎTRE ANNE-LAURE COCONNIER, *plus de 20 ans d'expérience*

Mon expérience me permet de proposer une expertise pointue en matière de relations individuelles du travail associant le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. J'anime des formations en droit social et droit de la sécurité sociale (actualité juridique, prévention des risques professionnels, accident du travail...) à destination des représentants du personnel & syndicats. Chroniqueuse juridique radio.

MAÎTRE JOHANN PHILIP, *plus de 15 ans d'expérience*

J'exerce mon métier d'avocat depuis plus de 10 années dans le domaine du droit du travail. Cette forte expérience, je la mets au service de mes clients (salariés, syndicats, représentants du personnel) et J'anime des formations en droit social à destination des CSE et des syndicats (actualité juridique ou formations thématiques : Fonctionnement, économique et CSSCT)

AUDREY BAGNAUD, SORAYA HAMTTAT, ANGELA FLEURY au minium 5 *ans d'expérience*

Nous sommes chargées d'assurer la veille juridique et l'assistance quotidienne des CSE et des syndicats. Nous analysons les documents juridiques (PSE, accords collectifs, règlements intérieurs etc.) et rédigeons des consultations précises et concrètes pour que les représentants du personnel puissent disposer d'arguments juridiques solides pour faire entendre leur voix.